

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**CAISSE PRIMAIRE CENTRALE D'ASSURANCE MALADIE DE HAUTE-CORSE**  
5 Avenue Jean Zuccarelli  
20 406 Bastia Cedex

---

**MDS N° 02-2025**

**PRESTATIONS DE NETTOYAGE POUR LES SITES DE LA  
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE  
DE HAUTE-CORSE**

**CCAP COMMUN A TOUS LES LOTS**

---

## SOMMAIRE

1. Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	6
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	6
1.6 - Clauses de réexamen de contrat .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	7
4 - Durée et délais d'exécution .....	7
4.1 - Durée du contrat .....	7
4.2 - Reconduction .....	8
5 - Prix .....	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
5.2 - Modalités de variation des prix .....	8
6 - Garanties Financières .....	8
7 - Avance .....	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	9
8 - Modalités de règlement des comptes .....	9
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
8.3 - Délai global de paiement .....	10
8.4 - Paiement des cotraitants .....	10
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	10
8.6 - Fermeture de site .....	10
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
9.1 - Adresse d'exécution .....	10
9.2 - La reprise du personnel .....	11
9.3 - Fournitures et matériel .....	11
9.4. Emission des bons de commandes .....	12
9.5 - Service minimal en cas d'arrêt de travail du fait du titulaire .....	12
9.6 - Vêtements de travail .....	12
9.7 - Responsabilité de l'entreprise .....	13
9.8 - Comportement .....	13
9.9 - Attachement des prestations .....	13
9.10 - Décision de poursuivre .....	13
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	13
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	13
11.1 - Vérifications .....	13
11.1.1 - Les procédures de contrôles de la prestation .....	13
11.1.2 - Objet des contrôles des prestations .....	14
11.1.3 - Traçabilité et Responsabilités .....	14
11.1.4 - Transmissions des données à l'organisme .....	14
11.2 - Décision après vérification .....	14
12 - Garantie des prestations .....	14
13 - Pénalités et réfaction .....	14

13.1 - Réfaction .....	14
13.2 - Pénalités pour les prestations au forfait : (cumulatives).....	15
13.3 - Pénalités relatives aux prestations forfait et hors forfait (cumulatives).....	15
14 - Assurances .....	16
15 - Résiliation du contrat.....	16
15.1 - Conditions de résiliation .....	16
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	16
16 - Règlement des litiges et langues .....	16
17 - Clauses complémentaires .....	17
18 - Dérogations .....	20

# 1. Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Corse un organisme privé chargé de la gestion d'un service public. Elle est soumise aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des Organismes de Sécurité Sociale du régime général (JO du 27 juillet 2018), pour ses achats en matière de fournitures, services et travaux.

La présente consultation concerne :

**PRESTATIONS DE NETTOYAGE POUR LES SITES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA HAUTE-CORSE**

Les prestations incluent:

- La réalisation des prestations de nettoyage courantes (Annexe 3 à l'Acte d'engagement) ;
- La réalisation de prestations de nettoyage ponctuelles complémentaires (Annexe 4 à l'Acte d'engagement) ou éventuelles (Annexe 5 à l'Acte d'engagement) ;
- La fourniture de l'ensemble des produits de nettoyage et d'hygiène (pour la réalisation des prestations courantes, ponctuelles et éventuelles), la fourniture, la mise en place, l'entretien et l'approvisionnement des distributeurs de savon, papier hygiénique, désodorisant pour sanitaires et autres consommables nécessaires à l'exécution des prestations.

Les descriptions des prestations et leurs spécifications figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

### Lieu(x) d'exécution :

Sites de la CPAM de Haute-Corse. Les adresses des sites concernés par le présent marché font l'objet d'une annexe au CCTP (Annexe 1A).

Le candidat est informé que la teneur des lots est susceptible d'évoluer en cours d'exécution du marché, soit par la suppression de sites, soit par l'ajout de sites nouveaux ou de surfaces supplémentaires.

Sur ce point, le candidat est informé que la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Corse, en tant qu'organisme privé gérant un service public, a défini un Schéma Directeur Immobilier Local (SDIL) dont la finalité est de disposer de moyens immobiliers adaptés à ses besoins actuels et futurs.

Cette mise en œuvre s'accompagne d'une réhabilitation du parc immobilier qui implique un redéploiement des ressources humaines en tenant compte de l'évolution des missions et des besoins de l'Assurance Maladie.

Dans ce contexte, cette réorganisation pourra engendrer des modifications des surfaces pour chacun des lots, soit par adjonction (augmentation de surfaces de sites existants, sites nouveaux temporaires, sites nouveaux définitifs, etc.), soit par la suppression de sites (fermeture temporaires de sites durant la phase de travaux, fermeture définitive de sites, etc.).

Le candidat retenu ne pourra en aucun cas s'opposer à ces modifications induites par l'évolution du SDIL de la CPAM de Haute-Corse qui répond à un objectif d'intérêt général concourant à l'exécution de sa mission de service public.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 lots :

Lot(s)	Désignation
1	Siège - Bastia
2	Service Social - Bastia
3	Centre d'Examen de Santé (CES)- Bastia
4	Plateforme de Services (PFS) - Corte
5	Antenne accueil - Corte
6	Antenne accueil - Ile Rousse
7	Antenne accueil - Aléria

## 1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent marché est un marché public passé selon une procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix mixtes, en application des articles R2112-6 à R2112-8, comprenant une partie forfaitaire pour les prestations de nettoyage courant de l'ensemble des immeubles de la CPAM, et une partie unitaire pour les prestations ponctuelles ou supplémentaires au m<sup>2</sup>.

LOT N° 1 « SIEGE - BASTIA »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période (12 mois)	75 000 € HT

LOT N° 2 « SERVICE SOCIAL - BASTIA »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période (12 mois)	12 000 € HT

LOT N° 3 « CENTRE D'EXAMEN DE SANTE - BASTIA »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période (12 mois)	16 000 € HT

LOT N° 4 « PFS - CORTE »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période (12 mois)	12 000 € HT

LOT N° 5 « ANTENNE ACCUEIL - CORTE »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période initiale (12 mois)	8 000 € HT

LOT N° 6 « ANTENNE ACCUEIL - ILE ROUSSE »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période (12 mois)	8 000 € HT

LOT N° 7 « ANTENNE ACCUEIL - ALERIA »	
PERIODES	Montant maximum annuels en euros HT / périodes pour la partie à bons de commande uniquement
Période (12 mois)	8 000 € HT

#### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

#### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 1 année à compter de la notification du présent accord-cadre.

#### **1.6 - Clauses de réexamen de contrat**

Dans les conditions définies aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique, des modifications du contrat pourront intervenir en cours d'exécution du marché.

En particulier, s'agissant des montants maximums, il est expressément convenu qu'en cas de situation sanitaire particulièrement grave, ou présentant un risque pour le maintien de l'activité de la CPAM, les montants maximums de chaque lot pourront être portés, et ce de manière indépendante lot par lot, à un montant annuel égal au montant forfaitaire du lot considéré.

Ce point fera l'objet d'une formalisation par voie d'avenant.

L'ajout ou la suppression de locaux peut également intervenir de manière provisoire ou définitive sans limite et dans les conditions fixées dans le présent CCAP ainsi que dans le CCTP.

L'ajout de site permanent avec introduction d'un nouveau forfait implique la conclusion d'un avenant, la suppression définitive ou provisoire de site s'effectue pour sa part par tout moyen permettant d'en garantir la bonne réception par le titulaire.

## 2 - Pièces contractuelles

En cas de contradiction, les pièces du marché prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- **L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
  - Annexe 1 à l'AE: Relative à « la déclaration de sous-traitance »
  - Annexe 2 à l'AE: Relative à la « désignation des cotraitants et la répartition des prestations »
  - Annexe 3 à l'AE: Bordereau des prix des prestations courantes
  - Annexe 4 à l'AE: Bordereau des prix unitaires des prestations supplémentaires
  - Annexe 5 à l'AE: Bordereau des prix unitaires des prestations éventuelles au m<sup>2</sup>
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
  - Annexe 1 au CCAP: Livret de sécurité prestataire
  - Annexe 2 au CCAP: Charte URI
  - Annexe 3 au CCAP: RGPD
  - Annexe 4 au CCAP : FER
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés :**
  - Annexe 1A au CCTP : Adresses, superficies des locaux et évolution du patrimoine
  - Annexe 1B au CCTP : Répartition des effectifs
  - Annexe 1C au CCTP : Situation des surfaces vitrées d'accès difficile
  - Annexes 2A au CCTP : Périodicité d'exécution des immeubles
  - Annexe 2B au CCTP : Critères de contrôles
  - Annexe 2C au CCTP : Recyclage du papier
  - Annexe 3A au CCTP : Moyens matériels mis à dispositions
  - Annexe 3B au CCTP : Attestations de visites
  - Annexe 3C au CCTP : Moyens humains (à compléter)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales CCAG FCS du 30 mars 2021.
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité (cf. article 17 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières).

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG - FCS, le contrat est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 2025 ou de sa date de notification si elle intervient ultérieurement.

## **4.2 - Reconduction**

Aucune reconduction.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Le marché sera passé en partie :

- À prix forfaitaires pour les prestations courantes mensuelles de nettoyage (Annexe 3 à l'Acte d'Engagement)
- À prix unitaires pour les prestations ponctuelles complémentaires ou éventuelles (Annexes 4 ou 5 à l'Acte d'Engagement)

Concernant la partie unitaire du marché (Annexes 4 ou 5 à l'Acte d'engagement), des bons de commandes seront émis à compter de la survenance des besoins des sites de la CPAM de Haute-Corse ou d'un éventuel nouveau site.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont fermes durant la période d'exécution du marché.

## **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée en dehors de celle prévue pour le versement de l'avance, voir 7.2 ci-dessous.

## **7 - Avance**

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Pour la partie traitée à prix forfaitaires,

Une avance est accordée si le montant forfaitaire du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le titulaire ne l'a pas refusée dans l'acte d'engagement en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R. 2191-7, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant forfaitaire annuel TTC du marché.

Pour la partie à prix unitaires,

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 %. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.



## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Dans les conditions de l'article R. 2191-7 du Code de la Commande Publique, l'avance ne pourra être mandatée qu'après constitution d'une garantie à première demande.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et les dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du Code de la commande publique. Elles seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du présent contrat ;
- le numéro de la lettre de mission ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations et l'objet des prestations, accompagnées d'un bordereau récapitulatif indiquant les actes effectués ainsi que les références du dossier ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau des prix, hors TVA et TTC
- la date de facturation ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Les factures seront transmises par voie électronique.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM de Haute-Corse en tant que destinataire de la facture **783 005 671 000 20** ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE. A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro ou contacter par mail : [optimisation.moyens.cpam-haute-corse@assurance-maladie.fr](mailto:optimisation.moyens.cpam-haute-corse@assurance-maladie.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### **8.6 - Fermeture de site**

En cas de fermeture de site imprévue, la CPAM de Haute-Corse sera exonérée de tout règlement de paiement au titulaire, au-delà de 15 jours de fermeture calendaires. Le montant des prestations forfaitaires dues, sera payé au prorata du forfait mensuel.

En cas de fermeture de site, temporaire ou définitive, annoncée avec un préavis de deux mois, la CPAM de Haute-Corse sera exonérée de tout règlement de paiement au titulaire.

Si la fermeture intervient en cours de mois, le paiement du forfait sera effectué au prorata du nombre de jours d'ouverture du mois concerné.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont les suivantes :

Le présent marché est un contrat avec une **obligation de résultat**.

### **9.1 - Adresse d'exécution**

Les sites de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE HAUTE-CORSE sont détaillés dans l'annexe 1A au CCTP.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'Organisme est engagé dans une démarche de refonte de son Schéma Directeur Immobilier Local (SDIL).

A ce titre, au cours du marché, des mouvements du patrimoine sont prévus, soit en suppression soit en adjonction d'immeubles, compte-tenu de l'évolution du parc immobilier de l'organisme.

Les éventuelles évolutions peuvent avoir une incidence sur les sites concernés par le présent marché.

En cas de suppression de sites, le titulaire ne pourra s'opposer à la modification des conditions initiales du marché qui seront constatées par courrier recommandé AR et selon les prix indiqués au présent marché.

Concernant l'intégration de nouveaux immeubles, elle pourra se faire par voie d'avenant si la spécificité du site l'exige, ou par l'utilisation des annexes 4 et 5 de l'acte d'engagement.

## **9.2 - La reprise du personnel**

Le présent marché implique l'obligation de reprise par le titulaire du personnel en place conformément à la convention collective nationale des entreprises de propreté actuellement en vigueur fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire et notamment la disposition communément appelé « annexe 7 ».

Le titulaire fera son affaire de la reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours conformément aux dispositions de la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés précitée.

Une liste du personnel sera fournie aux candidats indiquant leur nombre, leur ancienneté, leur qualification.

Au début du marché, le titulaire établit la liste nominative du personnel avec détail du temps affecté à chaque site, amené à intervenir.

Cette liste, et l'ensemble des documents annexés est ensuite tenue à jour par le titulaire. Elle est remise mensuellement à l'Organisme.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser à tout moment toute personne portée sur cette liste et en informera immédiatement le titulaire.

Le titulaire met en place et contrôle un registre journalier mentionnant les heures d'entrée et de sortie des personnels intervenant dans le cadre du présent marché. Ce registre portera les noms des personnes intervenant sur les sites.

Ce registre peut être consulté à tout moment par l'Organisme.

Le titulaire vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondante à sa mission, et a une bonne connaissance des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données.

Le titulaire a pour obligation de remplacer, sans délai, les personnes absentes de leur poste par une personne disposant du même niveau de qualification et de formation.

## **9.3 - Fournitures et matériel**

Le titulaire fournit pour l'exécution des travaux, le matériel et les produits nécessaires.

L'organisme se réserve le droit de faire procéder à son gré, par les soins d'un laboratoire de son choix, à des analyses sur les échantillons prélevés au moment de l'emploi des produits de toute nature utilisés par le titulaire.

#### **9.4. Emission des bons de commandes**

La partie unitaire du présent marché (prestations relevant de l'annexe 4 et 5 de l'acte d'engagement) est exécutée par émission de bons de commande par la CPAM de Haute-Corse.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée du marché. Ils sont transmis au Titulaire par tous moyens permettant de leur donner date certaine.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

#### **Délai d'exécution des bons de commande**

A défaut de précision dans le bon de commande correspondant, le délai maximum de validité d'un bon de commande est de six mois à compter de la notification du bon de commande au Titulaire.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de six mois à compter de la date d'échéance du marché. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit la CPAM dans les plus brefs délais et dans un délai maximum de 24h ouvrées à compter de la date de réception du bon de commande.

#### **9.5 - Service minimal en cas d'arrêt de travail du fait du titulaire**

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer toutes les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, et notamment chaque jour :

- collecte et vidange des poubelles et cendriers dans les récipients prévus à cet effet et évacuation dans les conteneurs
  - ramassage et enlèvement des papiers et objets divers dans les zones de circulation et d'accès au public.
- Les prestations non effectuées lors de ces périodes d'interruption ne seront pas réglées au prestataire.

#### **9.6 - Vêtements de travail**

Le Titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, identifiant clairement l'appartenance à l'entreprise titulaire.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement devront porter en permanence un badge spécifique de leur fonction, comportant :

- La photographie de l'intéressé
- La raison sociale de l'entreprise
- Le N° INSEE de l'intéressé tel qu'il figure sur le registre d'embauche.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son badge ou s'il présente une tenue négligée.

## **9.7 - Responsabilité de l'entreprise**

Le Titulaire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus, par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés. Les miroirs, luminaires, etc... brisés au cours des travaux seront aussitôt remplacés aux frais du titulaire.

## **9.8 - Comportement**

Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

A cet égard, le personnel du titulaire ne pourra utiliser les différents matériels de la C.P.A.M. (téléphones, photocopieurs, ordinateurs...).

Seul l'usage du téléphone est autorisé dans les cas d'urgence uniquement (appel 17, 18, centre 15).

## **9.9 - Attachement des prestations**

Le Titulaire devra soumettre au visa du pouvoir adjudicateur ou à son représentant, les bulletins d'attachements des prestations exécutées, établis selon le cadre fixé par l'organisme.

Ces bulletins ne constituent en aucune manière des bons de commande.

## **9.10 - Décision de poursuivre**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

# **10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

# **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

## **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

### **11.1.1 - Les procédures de contrôles de la prestation**

L'évaluation des prestations est basée sur un concept d'obligation de résultat.

Il appartient au titulaire de proposer dans son offre les moyens, conditions, fréquences et types de contrôles qualité qu'il compte mettre en œuvre pour les prestations demandées (auto contrôle, passage d'un contremaître ou inspecteur...).

Un contrôle des prestations réalisées sera, parallèlement, effectué par le service gestionnaire du marché à l'aide des bons d'attachement complétés mensuellement par les responsables de site : prestations effectuées, passage du contremaître ou inspecteur, signalement d'anomalies ou d'absence du personnel.

Des contrôles inopinés seront également effectués par le service gestionnaire du marché ainsi que des contrôles contradictoires avec la société si nécessaire.

Des contrôles contradictoires seront également mis en œuvre, selon les principes NQA.

(Se référer au CCTP) Ces contrôles pourront être mis en œuvre à l'initiative d'un responsable de l'organisme et seront réalisés après convocation préalable du Titulaire.

Le Titulaire est informé du lieu, de la date et de l'heure du contrôle par voie de mail 24 heures avant la réalisation dudit contrôle.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'est pas présent ou représenté, le contrôle est réputé contradictoire.

L'organisme peut décider de réaliser des contrôles inopinés non contradictoires.

Le résultat de ces observations sera porté à la connaissance du Titulaire et pourra être pris en compte dans l'évaluation de la prestation.

#### **11.1.2 - Objet des contrôles des prestations**

Ces contrôles ont pour objet de vérifier que la qualité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux prescriptions de l'Organisme (Cf. CCTP), l'exécution des prestations étant basée sur un concept de résultat. Les moyens de contrôle, les méthodes et critères de contrôles sont expressément définis dans le CCTP.

#### **11.1.3 - Traçabilité et Responsabilités**

La réalisation périodique des contrôles qualité est placée sous la responsabilité du représentant de l'Organisme chargé du suivi de la gestion du site. A l'issue du contrôle, chaque partie valide les résultats obtenus par l'apposition de sa signature.

#### **11.1.4 - Transmissions des données à l'organisme**

A l'issue de chaque contrôle et après compilation des résultats par l'organisme, deux états seront communiqués au Titulaire :

- Etat général du contrôle
- Rapport de contrôle

Les vérifications seront effectuées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

#### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

### **12 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

### **13 - Pénalités et réfaction**

La CPAM de Haute-Corse portera une attention particulière à la bonne exécution des prestations objet du présent contrat, et à ce titre, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités et réflexions fixées ci-après en dérogation aux articles 14.1.1 du CCAG FCS.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, et compte tenu de l'importance de la bonne exécution des prestations, il n'est prévu aucune exonération ni aucun plafonnement à l'application des pénalités.

#### **13.1 - Réfaction**

Sur décision de la CPAM, lorsqu'une prestation n'aura pas été effectuée ou l'aura été de manière défectueuse, une réflexion sur le prix correspondant sera appliquée de plein droit en dérogation à l'article 30.3 du CCAG FCS.

La réflexion du prix sera calculée sur la base des prix inscrits aux bordereaux des prix.

La réflexion sera de 1/20ème par jour de retard :

- du montant forfaitaire mensuel pour les prestations de nettoyage courant (ce taux est applicable sur l'intégralité de la facture mensuelle),
- du montant unitaire des prestations ponctuelles ou éventuelles demandées.

### **13.2 - Pénalités pour les prestations au forfait : (cumulatives)**

Nature de la pénalité	Point de départ des délais	Pénalités
Prestation non exécutée ou défectueuse	A compter du constat par écrit de la prestation non exécutée ou défectueuse	1/20ème par jour de retard : - du montant forfaitaire mensuel pour les prestations de nettoyage courant (ce taux est applicable sur l'intégralité de la facture mensuelle), - du montant unitaire des prestations ponctuelles ou éventuelles demandées.
Retard d'exécution des prestations	A compter du constat par écrit du retard d'exécution des prestations	50 € H.T par jour de retard
2 contrôles consécutifs (dans un délai d'un mois) inférieurs au seuil d'acceptabilité tel que défini à l'article 10.1.1 du C.C.A.P «Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)»	1 mois et 1 jour	8 % du montant total du contrat mensuel H.T
2 <sup>ème</sup> Contrôle de qualité inférieur au «N.Q.A.» après les 2 contrôles consécutifs précédent inférieur au «N.Q.A.»	2 mois et 1 jour	20 % du montant total du contrat mensuel H.T
Approvisionnement des consommables	A compter de la date de réception du mail de demande	20 € HT/jour

### **13.3 - Pénalités relatives aux prestations forfait et hors forfait (cumulatives)**

Désignation du manquement	Montant de la pénalité en euros HT
Non-respect des délais contractuels décrits au contrat ou dans le mémoire technique (hors prestations déjà concernées dans le 13.2)	150 € par heure de retard (ou jour de retard, le cas échéant)
Non-remplacement du personnel absent (tel que prévu au planning contractuel d'exécution des prestations)	75 € par jour et par personne (réfaction en sus)
Non-remplacement d'un encadrant absent (au-delà de 48h)	100 € par jour
Non-respect d'une autre disposition du contrat ou du mémoire technique	150 € par constat
Non-respect des consignes de sécurité ou du règlement intérieur (y compris non restitution des moyens d'accès aux sites, non communication du registre journalier figurant en 9.2 etc...)	150 € par constat

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Cependant, par dérogation aux articles 38 et 42 du C.C.A.G.- F.C.S, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune indemnité y compris sur la partie forfaitaire de l'accord-cadre.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

Toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du Tribunal Judiciaire de Marseille, 6 rue Joseph Autran, 13 006 Marseille.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



## 17 - Clauses complémentaires

### 1/Clause de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
  - . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
  - . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
  - . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
  - . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
  - . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
  - . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
  - . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
  - . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
  - . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
  - . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,
4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## 2/ Clause de sécurité du système d'information

### Obligations en matière de sécurité

Le Titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) dite MCAS (Ministères chargés des affaires sociales). En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

#### **a) Conditions d'accès aux sites et aux locaux**

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du Titulaire. Seuls les représentants du Titulaire intervenant quotidiennement sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés.

Le prestataire s'engage à faire respecter pour chaque site les horaires d'intervention de son personnel (arrivée et départ) ainsi que les accès définis à la mise en place du marché (accès du personnel, accès du public, accès annexe, ...)

Le prestataire doit réaliser avec l'organisme un plan de prévention et effectuer une mise à jour annuelle.

Une procédure spécifique de mise en sécurité du site sera déclinée au cas par cas (mise en service de l'alarme intrusion automatique au départ du personnel etc...)

Les interventions du Titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au Titulaire par l'Organisme. Les accès aux locaux techniques font l'objet de dispositions spécifiques en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites de l'Organisme.

Sauf exceptions dûment justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du Titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du Titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

#### **b) Confidentialité**

Les obligations du Titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-T.I.C et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### **c) Conditions d'accès au Système d'Information**

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du Titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

### **c.1) Protection des données**

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la « **Charte Informatique** » en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du Titulaire concerné. Cette Charte est opposable au Titulaire et à valeur contractuelle.

Le Titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le Titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le Titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issue du présent marché.

### **c.2) Protection des accès distants**

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du Titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du Titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « **Sécurité des télémaintenances** ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

### **c.3) Accès aux composants du SI**

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du Titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

### **c.4) Journalisation des accès**

Les accès et l'utilisation du système d'information font l'objet d'une journalisation. Les journaux d'événements sont confidentiels et accessibles uniquement aux personnels habilités de l'Organisme. Leur exploitation est réalisée de manière périodique selon les dispositions décrites dans la charte.

### **d) Remontées d'incidents**

Un préposé du Titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

### **e) Fin de la prestation**

A chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du Titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le Titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du Titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

### **f) Sensibilisation - Information**

Le Titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

A cet effet, le Titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « **livret de Sécurité du prestataire** » à chaque intervenant. Ce livret joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au Titulaire et a valeur contractuelle.

#### **g) Sanctions applicables**

En cas de manquement par le Titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.

Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du titulaire concerné. Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

## **18 - Dérogations**

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 13 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 30.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.